

# Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

A LA PORTE ORIENTALE DE LA C.E.E.

## LA GRECE

## ET L'EUROPE

Un article sur un problème grec n'a pas besoin d'une présentation de la Grèce. Depuis le premier reportage signé HOMER, jusqu'aujourd'hui, des millions de tonnes de papier ont été consommés sur le même thème.

Il est curieux que, dans le pays même où sont nés les premiers principes de vie européenne et le mot même «Europe», cette Europe est considérée comme une entité étrangère. Les produits provenant de l'Occident Européen sont lancés comme «evropaïka», c'est-à-dire de provenance européenne excluant ainsi la Grèce de cette famille.

Cette séparation provient de l'esprit des Hellènes qui considéraient tous les autres peuples «varvari» des étrangers (xeni) barbares.

Certes, les «barbares» ont beaucoup évolué et la Grèce doit réaliser des efforts sérieux pour leur emboîter le pas dans le cadre moderne de leur civilisation spirituelle et matérielle.

Quand on parle d'Europe, aujourd'hui, on se réfère à l'Europe des Neuf, du Conseil de l'Europe, du Marché Commun. Après des années de séparation, la Grèce d'aujourd'hui fait à nouveau son entrée au C.E.E. et des efforts pour s'y sentir «chez elle»!

L'évènement du retour de la Grèce dans la famille européenne a été beaucoup commenté ces derniers mois.

A dater du jour où la démocratie a été instaurée, le Conseil de l'Europe considère à nouveau la Grèce comme un de ses membres avec les mêmes droits et devoirs qu'elle avait en 1967.



*La Grèce est à nouveau membre du Conseil de l'Europe.*

Le problème le plus difficile naît des relations avec le Marché Commun. Au sein de cette organisation subsiste des contradictions économiques entre les membres. Pour un «associé» qui revient à la «maison» après sept années de quasi-absence, naissent des problèmes et surtout en ce qui concerne les produits agricoles.

Pendant le «blocage» les relations de la Grèce avec le Marché Commun existaient, mais les décisions étaient échelonnées.

Ainsi le 1er novembre 1973, la Grèce a réduit de 90% les taxes douanières pour les produits provenant des pays du marché.

La Grèce prétend avoir droit à un régime d'aide, non seulement financier, mais à des crédits productifs, c'est-à-dire à

une aide technologique qui permettra de mettre une partie de l'industrie grecque en état de juste concurrence auprès des produits manufacturés importés actuellement en Grèce avec une réduction de 90% sur les taxes douanières.

La situation économique de la Grèce, comme d'ailleurs dans à peu près tous les pays de l'Occident, est mauvaise.

Le déficit dans la balance des paiements qui, en 1966 était de 262 millions de doll. a été en 1973 de 1.175 millions de doll. et la dette extérieure qui en 1966 était d'environ 1.100 millions de doll. a été en juin 1974 de 4.400 millions de doll.

Le déficit de la balance des paiements, dérégulé par suite des prix du pétrole, a été d'environ 400 millions de doll. en 1974. Les dépôts de devises qui pourront régler en quelque sorte les déficits



*Sounion: - le temple de Poséidon*

sont de presque 1 milliard de doll., assez peu pour un pays qui a un mouvement de fonds et toujours besoin d'une base financière sérieuse.

La seule solution est l'emprunt. Les 800 millions de doll. qu'envisage la Grèce est une somme assez difficile à réaliser au moment présent où la crise sévit sur les finances des Neuf.

Le 17 septembre 1974, les Neuf ont décidé le dégel de la somme de 55 millions de doll. du premier protocole signé ( 1962 - 67 ) et qui le 21 avril 1967 se trouvait non consommé . Mais cette somme avait une attribution spéciale (routes publiques en Crète, une industrie de porcelaine, développement de l'industrie touristique). C'est-à-dire hors des besoins prégnants du moment.

Telles sont les relations de la Grèce

avec l'Europe en ce qui concerne les intérêts matériels.

#### POUR UNE EUROPE

#### DE TOUS LES EUROPEENS

Au point de vue spirituel, après le «dégel» de juillet 1974 et après l'affaire de Chypre, l'opinion grecque et son monde politique, sont poussés par les événements dans les bras de l'Europe et surtout de la France.

Après la désillusion provoquée par la politique de M. Kissinger, favorable à une minorité turque et défavorable à une majorité de 82% d'habitants grecs, établis à Chypre depuis que l'histoire est écrite, les Grecs se sont éloignés sentimentale-



ment de l'alliance avec les U.S.A. et l'O.T.A.N.

Actuellement, la Grèce cherche des alliés en dehors des Neuf. Les contacts avec la Roumanie et la Bulgarie sont significatifs.

Considérant que dans le désert seule est valable l'indépendance (l'Ambassadeur Xidis, avril 1971), la Grèce cherche à ne pas entrer dans un isolement négatif et fait des efforts vers une politique de rapprochement qui, sans lui diminuer sa souveraineté nationale lui peut créer une coexistence bénéfique.

D'une part, son appartenance de facto au monde européen de l'Occident, d'autre part, son amitié, son voisinage, sa collaboration économique avec la Bulgarie mais, surtout ses liens sentimentaux, son trésor culturel, son sentiment d'indépendance et de souveraineté, communs avec la Roumanie, peuvent affecter à la Grèce un rôle de «bridge» avec les Neuf du Marché Commun, aidant ainsi à la formation d'une Europe réelle de tous les Européens.

GEORGES COLOCOTRONIS

*fragm. de la mosaïque de pavement à Pela*

## AUX LECTEURS

Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B.

En présentant la série «A la porte orientale de la C.E.E.», dans laquelle a déjà paru «Un pays latin dans l'est européen: la Roumanie» et «De poudrière d'Europe à creuset de nationalités: la Yougoslavie» nous voulons donner une nouvelle impulsion à la bataille que le B.E. combat depuis 25 ans pour la formation de la «Grande Europe» constituée des 26 nations qui la composent géographiquement. C'est toujours dans ce but que dès que la publication des articles de cette série sera achevée, une Table Ronde sera réunie à Athènes par la Fondation Européenne Dragan pour y discuter cet argument avec la participation des représentants de la presse internationale.

# LA GRANDE BRETAGNE

## RESTE UNE ILE

La Grande-Bretagne est une île et entend le rester. Telle est la signification la plus claire de la décision du gouvernement de Londres d'arrêter la construction du tunnel sous la Manche.

Contrairement à beaucoup d'autres projets grandioses, mais aventureux, cet ouvrage, imaginé en 1802 par l'ingénieur Albert Mathieu, chaleureusement approuvé par Napoléon et, soixante-dix ans plus tard, par Disraeli, décidé « définitivement » - croyait-on - par Georges Pompidou et son partenaire britannique de l'époque, M. Wilson lui-même, le 8 juillet 1966, devait être hautement rentable et produire, selon les dernières estimations, un intérêt de 15 à 17%.

Il suffirait pour cela d'imagination et, plus encore, de volonté politique. Dire que M. Wilson en manque est un euphémisme. Il refuse, purement et simplement, de donner une priorité élevée à une entreprise bénéfique non seulement pour les relations franco-britanniques, mais pour l'Europe tout entière, et à établir ce lien physique entre l'île et le continent, que Georges Pompidou, entre autres, considérait comme capital pour l'avenir de tous les Européens.

La décision de M. Wilson doit être replacée dans un ensemble désastreux, où échecs et demi-échecs s'accroissent: le Concorde (dont tous les malheurs ne viennent d'ailleurs pas des Britanniques), le programme spatial européen (dont les Britanniques se sont retirés après en avoir été les promoteurs), les prochaines négociations franco-britanniques sur les zones de pêche (qui s'annoncent mal). Le plus grave reste, bien entendu, la fameuse « renégociation » des conditions de l'adhésion

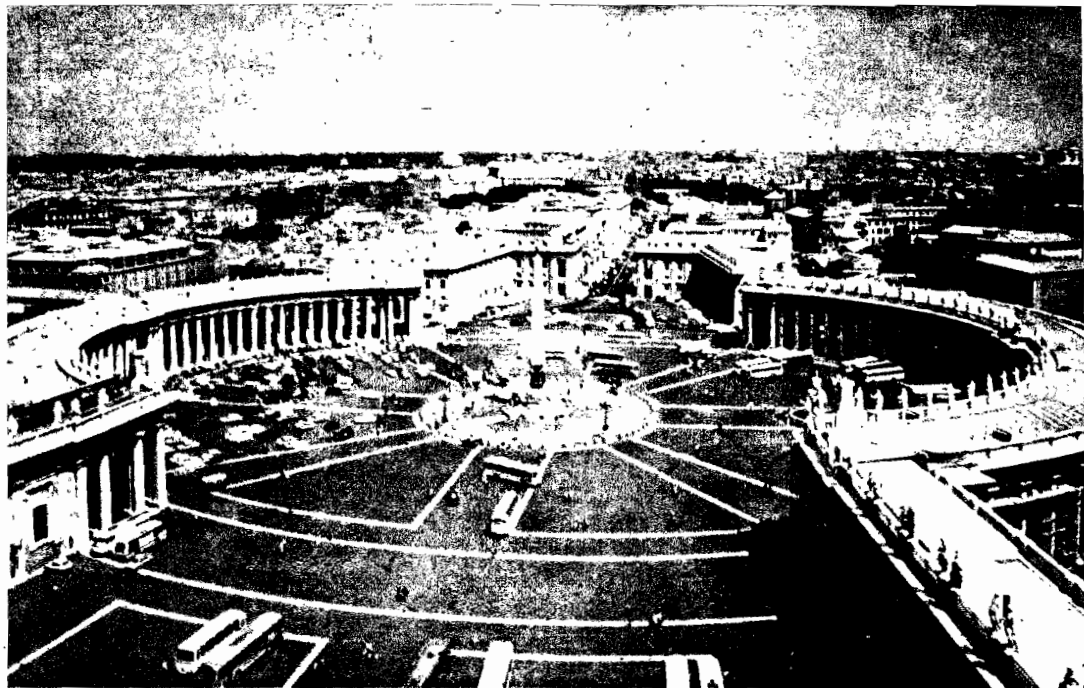
de la Grande-Bretagne au Marché commun, jusqu'ici « le plus grand des desseins » auxquels M. Wilson ait attaché son nom. La « renégociation » n'a de sens que dans la mesure où la Grande-Bretagne veut bénéficier dans la Communauté européenne d'un traitement privilégié et se situe dans un avenir plus insulaire qu'européen. Un des membres les plus importants du gouvernement de Londres, M. Peter Shore, ministre du commerce, ne s'écriait-il pas samedi: « Y a-t-il eu une époque où le peuple britannique se soit senti moins sûr de lui-même, moins confiant qu'aujourd'hui, que depuis qu'il est membre de la Communauté économique européenne? »

La Grande-Bretagne devrait mesurer les conséquences qu'aurait pour elle sa sortie de la Communauté européenne. L'exemple des pays du continent qui n'ont cessé depuis quinze ans d'ouvrir plus grandes leurs frontières ne devrait-il pas persuader les Britanniques que la solution de leurs difficultés ne se trouve pas dans ce repli sur eux-mêmes qu'ils dénoncent si souvent chez les autres, en particulier chez les Français?

Rien n'est tout à fait définitif en politique, et ce qui a été fait n'est jamais totalement perdu. Les plans resteront dans les cartons et les amorces de tunnel ne seront cependant pas rebouchées.

Le « Times » estime qu'il en coûtera au gouvernement travailliste de 20 à 30 millions de livres de compensations à verser aux sociétés privées intéressées. « Une petite somme comparée au coût du projet », écrit le quotidien.

Un jour viendra où l'ouvrage qui est dans la nature des choses et de la géographie sera repris. Mais quand?



..... *L'Eglise ouvre les bras à tout le monde* .....

## RECONCILIATION GENERALE

En déclarant 1975 « Année sainte » - ou « jubilé », en langage canonique - dans la nuit de Noël Paul VI a renoué avec une longue tradition, qui remonte à l'Ancien Testament.

D'après le Lévitique, le jubilé devait être un temps sacré. Célébrée tous les cinquante ans, c'était une année spéciale où l'on s'abstenait du travail normal, où la répartition originelle de la propriété terrienne était rétablie, où les dettes étaient remises, où les esclaves étaient libérés... L'idée fut reprise dans l'Eglise chrétienne par le pape Boniface VIII, qui institua

le jubilé en 1300. Il consistait en un pèlerinage pénitentiel aux tombeaux des apôtres Pierre et Paul. Puis, au jubilé de 1500, on a ajouté l'ouverture des Portes saintes des basiliques qui devaient être visitées - non seulement pour faciliter l'afflux des pénitents, mais aussi pour symboliser l'accès plus facile à la miséricorde divine en gagnant l'indulgence du

jubilé.

Promulgués régulièrement depuis lors tous les vingt-cinq ans (sauf exceptions dues aux circonstances, telle la mort de Pie VI en 1799), les jubilés sont devenus comme les « quatre-temps » du siècle: des périodes d'expiation et de grâce. Le dernier jubilé fut proclamé par Pie XII en 1950, à l'occasion de la définition du dogme de l'Assomption.

Conscient, cependant, que les idées d'« année jubilaire », de « pèlerinage » et surtout celle d'« indulgences » ne correspondent plus à l'esprit contemporain, et pourraient même nuire à l'oecuménisme, Paul VI s'était demandé, en mai 1973, « *si une telle tradition méritait d'être maintenue à notre époque, qui diffère tellement des époques passées, et qui est tellement conditionnée et par le style religieux imprimé par le récent concile à la vie de l'Eglise et par le fait qu'une si grande partie du monde contemporain se désinté-*

*resse pratiquement des expressions rituelles d'autres siècles* ».

Le pape a donc décidé de donner un caractère plus « conciliaire » à cette tradition. Placée sous le signe de la « réconciliation », l'Année sainte se présente comme un défi lancé à tous les chrétiens de surmonter leurs divisions - entre les différentes confessions et à l'intérieur de l'Eglise catholique entre les différentes tendances - et à tous les hommes d'œuvrer pour la paix. Comme Paul VI l'a rappelé dans son discours aux cardinaux, le sang continue de couler en Irlande, au Vietnam, à Jérusalem.

Le pape a enfin souhaité que l'Année sainte soit l'occasion pour les dirigeants de différents pays d'amnistier certains prisonniers, et notamment ceux « *qui ont donné une preuve suffisante de réhabilitation morale et civique ou qui se sont peut-être trouvés pris dans des bouleversements politiques et sociaux* ».

## LE PARLEMENT EUROPEEN

### La première élection directe

Le Parlement européen - dont les membres sont actuellement désignés par les parlements nationaux - a adopté, une convention instituant son élection au suffrage universel direct. La première élection interviendrait le premier dimanche de mai 1978.

Le « sommet » de Paris du 9 décembre dernier a décidé de mettre en oeuvre « à partir de 1978 » l'article 138 du traité de Rome prévoyant l'élection du Parlement européen au suffrage direct. D'après cet article, le Parlement doit d'abord proposer les modalités de l'élection, sur lesquelles le conseil de la Communauté doit se prononcer ensuite à l'unanimité. Seuls la Grande-Bretagne et le Danemark ont réservé leur position lors du « sommet » de Paris, en précisant qu'ils ne s'opposaient pas à ce que leurs partenaires procèdent à l'élection directe.

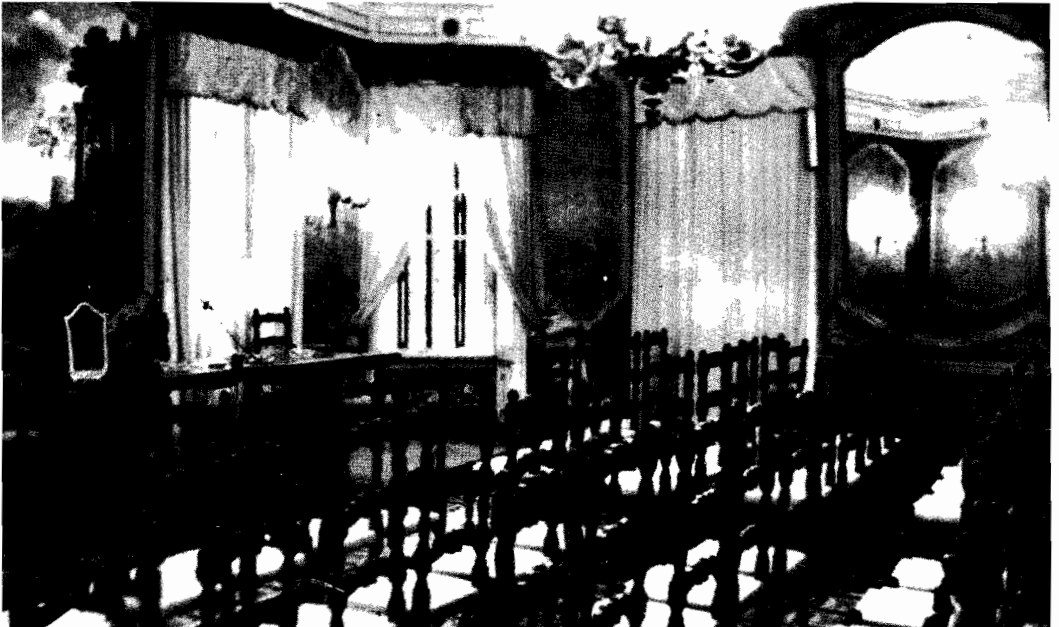
La convention adoptée par le Parlement européen fixe à trois cent cinquante le nombre des élus: soixante et onze Allemands, soixante-sept Britanniques, soixante-six Italiens, soixante-cinq Français, vingt-sept Néerlandais, vingt-trois Belges, dix sept Danois, treize Irlandais et six Luxembourgeois. Le Parlement a esquivé le problème le plus délicat, prévu par le traité de Rome. Il propose qu'un projet de procédure uniforme soit élaboré avant 1980 et que, pour le scrutin de 1978, les élections européennes se déroulent selon la procédure en vigueur dans chaque Etat

suite page 14

## RENCONTRES DE LATINITE

Pendant presque deux mois (décembre et janvier) à l'initiative de la Fondation Européenne Dragan, des rencontres sur l'«Entraînement à la conversation et à la correspondance internationale en latin» ont eu lieu à son siège de Rome. Initiative qui a suscité un intérêt considérable. Différents journaux (Messaggero, Giornale d'Italia, Momento Sera, la revue: Giornate Italiane) en ont parlé et des personnalités de la vie politique et culturelle de la capitale telles que: Monsieur le Président du Département, M. le Maire, M. l'Inspecteur d'Académie, M. l'Adjoint aux problèmes de la culture, plusieurs proviseurs d'école, des professeurs et bien d'autres personnes ont fait parvenir leur adhésion. Parmi les participants présents à l'ouverture de cet «entraînement» nous avons re-

marqué M. le Prof. Francesco Barbalace, M. le Prof. Giuseppe Mir (espagnol) - professeur d'Université à l'Université Salesiana (Institutum Altioris Latinatatis), M. le Prof. Reginald Foster (américain) - à qui fut décerné le prix «Certamen Capitolinum» et collaborateur de la revue «Latinitas», M.M. les Professeurs Bono et Pullara - de l'Horatianum, M. le Prof. Giovanni Antonio Vianella - inspecteur Central au Ministère de l'Instruction Publique et le Directeur Général de l'Instruction Classique, Scientifique et de l'Ecole Normale. Le cours de latin s'est achevé le 23 janvier 1975. La FED de Rome, après avoir obtenu un succès remarquable, est actuellement en train d'étudier les possibilités d'organiser un entraînement supérieur de perfectionnement ainsi qu'un nou-



*La Salle des Conférences de la FED à Rome.*

vel entraînement initial.

C'est le vice-président de la Fondation, Madame Teresa Moriglioni Dragan, qui nous a parlé de l'initiative de la FED et du problème de la langue unique dans les contacts internationaux.

« Tout ce qui a été fait pour essayer d'établir ou de créer une nouvelle langue commune pour tous a une histoire assez longue et de fameux protagonistes: ceci indique clairement combien est fort chez l'homme le désir de comprendre les autres et de se faire comprendre par eux. Ces essais portaient toujours du latin, en s'efforçant toujours, si ce n'est d'adopter vraiment ses formes grammaticales ou ses structures sémantiques, mais de la prendre comme modèle. Le fait de recourir au latin trouve sa justification à travers divers facteurs. L'un d'entre eux, que je définirais d'importance fondamentale, est le rôle du latin dans la structure linguistique européenne. Selon les philologues, la plupart des langues de notre continent ont des racines communes latines. Cela signifie donc que les européens et les populations américaines de langue espagnole et portugaise, sont déjà naturellement

préparés à se servir du latin.

Dans ce domaine, ces temps derniers, un autre pas concret a été fait. Il s'agit d'adopter le latin comme langue officielle lors des contacts entre les pays membres du Marché Commun. Le projet a été officiellement déposé au Parlement Européen, au printemps dernier, par deux députés socialistes hollandais.

Messieurs Schelto Patijn et Arie Van Hek ont proposé cette solution en affirmant qu'elle supprimerait beaucoup des inconvénients actuels linguistiques et permettrait de surmonter diverses incompréhensions réciproques qui existent encore à présent entre les Etats Membres de cette organisation internationale.

Nous sommes reconnaissants aux deux parlementaires de leur heureuse initiative et nous souhaitons qu'elle soit prise en considération, étudiée et réalisée dans l'avenir.

La Fondation n'hésite pas à contribuer à cette initiative et c'est vraiment avec joie qu'elle a ouvert ses portes aux « Rencontres de latinité » qui ont été menées avec tant de succès par le fervent latiniste qu'est M. le Prof. A. Immè ».

---

## LE MONDE EN 2000 vu par une commission présidentielle des Etats-Unis

Un rapport confidentiel d'une commission présidentielle comprenant notamment le vice-président Nelson Rockefeller et le chef de la majorité démocrate du Sénat, M. Mike Mansfield, peint un sombre tableau de la situation du monde à la fin du siècle, dominée par la tension russo-chinoise, des interventions

militaires des Etats-Unis en Amérique latine et la transformation de l'Inde en puissance militariste.

Ce rapport, prévoit en outre que l'Europe sera graduellement dominée par les Etats-Unis, au point d'apparaître « plus comme une péninsule que comme une puissance ».

Ce texte en est encore à un

stade préliminaire et doit être soumis au président Ford et au Congrès avant juin 1975. Le sous-continent serait pour sa part le théâtre d'un effondrement de la démocratie indienne qui, sous le poids de ses problèmes de nourriture et de population, se transformerait en puissance militaire lançant « des agressions contre le Pakistan et peut-être certains Etats pétroliers ».

## EUROPE, THE THIRD WORLD AND THE ARAB WORLD

THE UNION OF EUROPEAN STATES WILL NEVER HAVE ANY AGGRESSIVENESS TOWARDS ANY OTHER STATE, RATHER IT WILL REPRESENT A FORMIDABLE BALANCE OF POWER AIMING AT MAINTAINING WORLD PEACE BY AVOIDING A CONFRONTATION BETWEEN THE BLOCKS OF THE CURRENT SUPERPOWERS BY DEVELOPING THE ARAB WORLD AND THE THIRD WORLD AND BY OPENING UP AT THE SAMETIME A LASTING STRAIGHT ALONG THE ROAD TOWARDS CIVIL PROGRESS FOR ALL THE PEOPLES IN THE WORLD.

## THE EURO-AFRICAIN FUTURE

by B. V. VECCHI

*For those, like us who have known Africa for many years and at first hand, more than for those who have become close in the last fifteen years, the expansion of that continent smacks of the miraculous. The idea of quiet towns half lost in the jungle has been changed, in the span of two decades, into a rugged panorama of skyscrapers; the modest road network, often merely tracks, has made way to hundreds of thousands of kilometres of wide stretches of asphalt; the quiet and somewhat patriarchial life of African centres has become a chaotic society in which it is difficult to park. Outside the centres thousands of industrial*

*plants have sprung up while impressive dams have been built along the important rivers, almost all by Italian concerns, thereby creating centres of life in regions at one time wild. The standard of living has risen, unfortunately and principally in the centres and surrounding areas. Yet even the most modest dwellings still with a tin or straw roof have a radio or television aerial. In hot areas, nowadays buildings are fitted with air-conditioning. In the north and the centre of the continent the flame from the oil wells and the smoke from refineries can be seen. The existing ports have been widened and new ones have sprung up; tens of*

*thousands of kilometres of new railway tracks link villages and areas previously cut-off.*

*Trade has increased enormously, important interests have been developed despite the difficult times and the turns of events in some African countries. Tourism has come to the most beautiful areas of the continent bringing with it economic advantages and building up contact and productive human relationships. Africa is blooming with possibility in every way and in the next thirty years could have a certain effect on life in Europe. In this impressive setting of development Italy has played a leading role above all in the field of work.*



*.... impressive dams have been built along the important rivers  
(the dam in Roseires - Sudan photographed in 1963).*

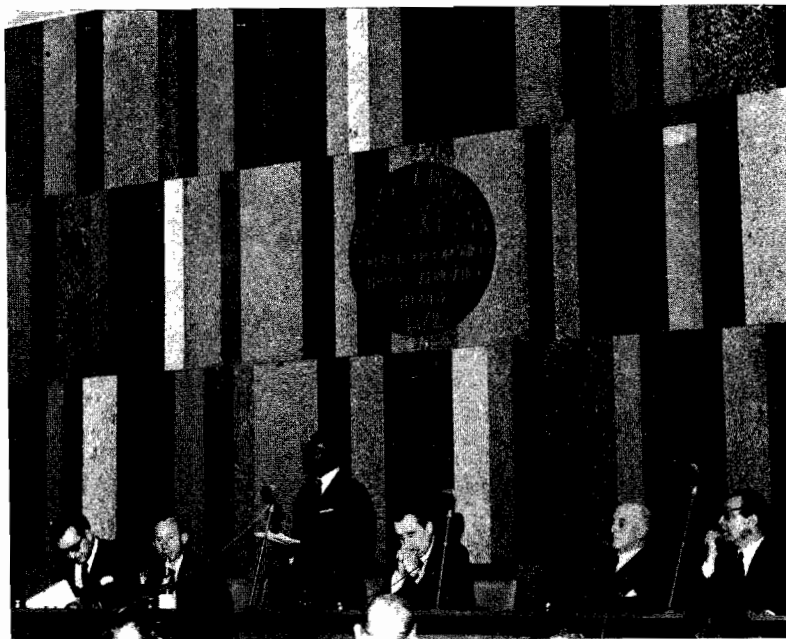
*The Kariba dam in Rhodesia, the Roseires and Kasm El Ghirba dams in the Sudan, the Akosombo in Ghana, the Kainji in Nigeria, the Bandama dam on the Ivory Coast, the large industrial port of Apapa in Nigeria, the transcameroons railway, the first large refineries and*

*hundreds of other enterprises bear witness to a large patrimony of Italian work which has brought training by our workers toiling daily side by side with hundreds of thousands of natives thoroughly devoid of any notion about modern techniques, leaving a mass of trained*

*works invaluable in those countries: steps and results of enormous economic and human value. And like Italy, however in other ways and to different degrees, other European countries have also contributed to the development of Africa and to the creation of the SAMA, the*

twenty states in Africa and the Indian Ocean (Madagascar and Mauritius) belonging to the European Common Market has sanctioned and built up a new Euro-African rapport which will prove invaluable in the future.

We in Italy and the West have the duty to defend and expand this rapport, this Euro-African future. In moments of crisis which we go through like other nations, we must not yield to fears or uncertainty but rather react by making every effort to keep the dialogue with African countries alive and favour personal contacts which always better the situation and bear fruit.



The President of Senegal— Leopold SENGHOR during the XXI<sup>st</sup> Convegno of the Gruppo V. Bottego

The Milanese Africanists, joined together in the Gruppo Vittorio Bottego founded in 1946, set out to realize this with an activity which is expressed at the annual Convegno Economico which has been held for twenty four years, in April, at the same time as the International Fair in Milan.

The theme chosen for the meeting next April 22-23 will have a special value and will be of exceptional bearing «Africa faced with the problems of the second decolonization, in the new international economic and monetary order». Support has already come from the President of the Republic, ministers, important international concerns and several African governments, large industries and credit and commercial organizations.

The meeting will therefore present the most practical and vital opportunity to consolidate and develop rapports between Italy, the West and Africa.

This is the effort which now more than ever must be made not only in our interests but also in the interests of the African peoples.

The rapports of the so greatly deprecated «Colonial» era in their history have however also served a productive purpose by creating channels which have been useful to the future of those peoples such as administrative organization, the exploration of natural wealth and an industrialization, instruction in land cultivation, teaching, sanitary assistance to the population and also livestock, and have allowed primitive peoples to embark on a dialogue with the civilized world by also giving them two worldwide languages which permit them nowadays to correspond with the whole world.

Had it not been for that historical period what would the state of Africa be today?

With the passing of Colonialism came a sometimes too rapid independence of the African peoples who can however nowadays take a seat amidst the most powerful countries in the world and make themselves felt.

However the African countries still need to consolidate their framework and become aware of the measure of the role in the worldwide set-up. It rests with the more progressed world to assist them fully in rapports and we Italian Africanist centre our work and our ends on this design.

B. V. VECCHI

# VACANCES DE CRISE SANS CRISE !

En ce début d'année, les professionnels du tourisme ont eu plutôt une heureuse surprise. Le pire qu'ils craignaient - la fuite de leurs clients désorientés et désargentés - ne s'est pas produit. La crise, la fameuse crise, a modifié sans la bouleverser l'attitude des candidats aux vacances et au voyage. Ceux-ci ont retardé ou modifié leurs projets: ils y ont rarement renoncé.

210 MILLIONS D'ARRIVEES

EN 1974

Selon les dernières estimations provisoires de l'O.M.T. les arrivées de touristes sur le plan mondial se sont élevées à **209 millions** au cours de l'année 1974. Ce chiffre ne représente qu'une diminution d'environ 3 pour cent par rapport aux 215 millions d'arrivées enregistrées l'année précédente.

Cette légère diminution est imputable surtout au recul enregistré par les principaux marchés récepteurs européens qui, au cours des années précédentes, avaient connu une forte progression.

Le total des recettes provenant du tourisme international (à l'exclusion des paiements de titres de transports internationaux) est estimé provisoirement à 29 milliards de dollars contre 27,6 milliards de dollars des Etats-Unis, en 1973, soit, une augmentation de 5 pour cent par rapport à l'année précédente, due surtout au renchérissement des prestations touristiques découlant des tendances inflationnistes.

Les résultats obtenus au cours de l'année 1974 peuvent être considérés comme satisfaisants compte tenu des perturbations qui ont affecté les économies de nombreux pays émetteurs, des mesures restrictives dans le domaine monétaire et de crédit que les Gouvernements de divers pays ont



*... en 1974 les candidats aux vacances ont rarement renoncé...*

prises pour faire face à leur situation économique aussi bien interne qu'extérieure, ainsi qu'à l'instabilité politique qui a, dans de nombreux cas, retardé les prises de décisions pour les départs en voyages.

Les résultats provisoires de l'année touristique 1974 permettent également de constater qu'à l'exclusion de l'Europe, où le tourisme étranger marque une certaine régression au cours de cette période, régression imputable surtout à une baisse du nombre d'arrivées de touristes américains et des voyages à moyenne distance, les autres régions du monde ont connu, en général, un accroissement relativement sensible du nombre d'arrivées et des recettes du tourisme international.

En Afrique, en Asie et au Moyen-Orient le tourisme international s'est développé à un rythme relativement soutenu au cours de 1974, accusant même des taux de croissance élevés dans certains cas.

En Amérique du Nord, les mouvements touristiques en provenance des pays d'outre mer ont progressé de manière satisfaisante alors que les flux touristiques entre pays Nord-Américains ont marqué une certaine régression. En Amérique Latine et dans les Caraïbes le tourisme étranger s'est maintenu à un rythme assez soutenu.

Ces estimations globales permettent de dire que le tourisme international a été caractérisé, en 1974, par une tendance nouvelle de redistribution des mouvements touristiques à l'échelle mondiale.

C'est ainsi que les premières constatations enregistrées indiquent par exemple que de nouveaux flux touristiques d'Amérique du Nord se sont dirigés vers le centre et le sud de ce continent et que les principaux marchés émetteurs européens ont vu leurs résidents se déplacer vers des pays d'Asie et du Moyen-Orient.

## 1975 ANNEE DU TOURISME

### EN ASIE DU SUD

1975 a été proclamée « Année du Tourisme en Asie du Sud ». Des projets ont été mis au point par l'O.M.T. afin de faciliter aux touristes de se rendre dans cette partie du monde et de faire connaissance avec ses paysages extraordinaires et son patrimoine culturel.

Au nombre des mesures d'ordre pratique qui ont été décidées on mentionnera la suppression du visa et l'assouplissement des formalités de frontières dans les pays membres, ainsi que les réductions consenties par les compagnies de transports et les hôtels à l'occasion de voyages et de manifestations spécialement organisés.

L'idée d'organiser l'Année du Tourisme en Asie du Sud a été lancée pour la première fois en juillet 1972.

Cette initiative n'est pas la première: 1967 a été proclamée Année Internationale du Tourisme, 1969 - Année Internationale du Tourisme Africain et 1972 Année du Tourisme des Amériques.

suite de la page 7

membre.

Les élections auront lieu à la même date dans tous les Etats membres, au besoin sur deux jours. Les parlementaires « européens » seront élus pour cinq ans et leur mandat sera compatible avec un mandat national.

Après le vote, M. Ortoli, président de la Commission européenne, a dit qu'un « premier pont » était jeté « vers l'union européenne » et qu'une « option décisive » était prise pour une Europe démocratique.

# L'EUROPE DES FEMMES



Mille neuf cent soixante-quinze sera l'Année internationale de la femme. Ainsi en a décidé, en décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations unies. De même que 1974, Année de la population, a été marquée par de nombreuses réunions et conférences, cette année est l'occasion de nombreux forums consacrés à la situation des femmes.

Les deux « sommets » de cette année seront la réunion à Mexico, du 26 juin au 4 juillet, d'une conférence internationale, sur l'invitation de l'ONU; une autre réunion devant avoir lieu à Berlin-est, en octobre, à l'initiative de la Fédération démocratique internationale des femmes.

Quel est le « poids » des femmes dans la vie sociale, économique, politique?

La participation directe, active, des femmes à la vie politique, c'est-à-dire à la prise des décisions, aux choix des priorités et des options qui engagent l'avenir, comme à la définition des moyens à mettre en oeuvre, que ce soit au niveau de la commune, de la région et de la nation, doit constituer un phénomène nouveau d'une importance considérable.

Aujourd'hui, les femmes participent autant que les hommes aux scrutins: pas plus

d'abstentionnistes ou guère plus chez elles que chez eux (selon les enquêtes partielles effectuées sur ce point).

Cependant, au niveau de la politique active, certains chiffres sont révélateurs. En France p.e.:

9 femmes sur 490 députés;

7 femmes sur 283 sénateurs;

20.684 conseillères municipales sur 466.682;

671 maires sur 37.708.

Ces exemples pourraient être multipliés pour tous les pays de l'Europe.

Partout, les vieux schémas des mentalités ont craqué, mais nulle part en Europe la femme n'est réellement l'égale de l'homme!

## LE FEMMES ET LA VIE POLITIQUE

La participation des femmes à la vie politique est actuellement plus que jamais réalisable et souhaitable. Réalisable, parce que la place que prennent les femmes dans le monde du travail, de l'éducation, des activités civiques et sociales, est de plus en plus importante, et il semble que ce soit un phénomène irréversible et universel. D'année en année, les femmes sont

davantage mêlées à la vie sociale globale par l'éducation mixte, par les loisirs et par la vie professionnelle, tandis que la vie du foyer, les tâches consacrées au renouvellement des générations, la répartition plus équitable et la simplification des activités domestiques, leur permettent des centres d'intérêt autres que ceux de la famille.

Souhaitable, parce que leur niveau de culture ainsi qu'une prise de conscience récente leur donnent le goût et la possibilité, l'autonomie et la capacité de prendre part activement, avec les hommes, en même temps et sur le même plan qu'eux, à la gestion et à l'administration des choses publiques, à l'élaboration et à la réalisation des projets. Les femmes apportent dans tous les domaines une expérience in-

dispensable et spécifique; chargées depuis toujours, de transmettre d'une génération à l'autre, les valeurs de la civilisation, plus sensibles à la qualité de la vie qu'à la recherche du profit, à la solidarité indispensable dans une société complexe, à la justice sociale, habituées à prévoir l'avenir dans le présent, ce qui est une conséquence de leur tâche d'éducatrices, d'autant moins technocrates qu'elles sont plus proches de la vie, leur apport est fondamental et bénéfique dans les questions de logements, d'urbanisme, d'organisation du travail, de consommation, de transports, d'équipements sociaux, de santé, de retraites, et en général dans tout ce qui touche à la vie de la société.

I. PALINA

## L'ENTRAÎNEMENT SPATIAL DE QUATRE FEMMES AMÉRICAINES

Au centre spatial de Huntsville, dans l'Alabama, quatre femmes s'entraînent depuis six mois en vue d'un vol spatial à bord de la navette américaine à partir de 1980. Elles viennent de terminer un séjour d'une semaine dans un simulateur semblable au laboratoire orbital Spacelab que construit l'Europe et qui sera placé sur orbite par la navette.

Le Spacelab pourra abriter à la fois quelques passagers et des instruments scientifiques.

La navette a ainsi été conçue par la NASA pour pouvoir être empruntée par des ingé-

nieurs, ou des scientifiques, qui n'auront reçu qu'un entraînement limité de quelques mois.

Les quatre femmes qui ont commencé leur entraînement sont toutes ingénieurs ou chercheurs au centre spatial Marshall. Une mathématicienne et ingénieur, Doris Chaddler, dirigeait l'équipe qui comprenait le docteur Mary Johnston, Ann Whitaker et Carolyn Griner.

La NASA n'a encore pris aucune décision sur le choix des premiers équipages qui voleront à bord du Spacelab ni sur l'éventualité que certains de ces équipages incluent des femmes. Mais il

est probable que les premières femmes américaines feront un vol spatial durant la décennie 1980-1990, succédant ainsi à la Soviétique Valentina Tereschkova, qui accomplit un vol de trois jours en 1963.

Le Spacelab donnera leurs premières chances non seulement aux femmes mais aux Européens. Jusqu'ici, aucun scientifique européen n'a commencé à s'entraîner. Mais il est probable que le premier Européen à bord du Spacelab sera allemand, puisque l'Allemagne finance la majeure partie du coût du développement du Spacelab.

# Le charme des impressionnistes



EDGAR DEGAS

La peinture impressionniste fait recette: on accourt de toutes parts aux salons et galeries qui en exposent les ouvrages. Serait-ce que nous n'avons plus le temps d'avoir

des impressions? Irions-nous alors en chercher auprès de ceux que les hasards de la critique ont dénommé les impressionnistes? Ou serait-ce peut-être que, bien souvent,

nos propres impressions nous rebutent, nous heurtent, nous déconcertent et nous déçirent?

Si la technique moderne réalise parfois de belles repro-

ductions d'art, l'usage ordinaire des couleurs dont l'imprimerie et la mode disposent souverainement est livré sans réserve à ceux qui ignorent tout de la couleur et de ses combinaisons. Nul doute que l'horreur de polychromie hurlante fasse refluer beaucoup de gens vers les impressionnistes, qui ont un sens aigu des rapports entre les tons. (Mentionnons encore, parmi les attentats au sens des couleurs, la valorisation «esthétique» des immeubles de rapport au moyen de surfaces jaune soufre, vert acide ou brun hanneton). Les toiles impressionnistes déploient devant le regard toute la gamme des corre-

spondances et des affinités que notre vision fragmentaire ne saisit pas, mais, que le peintre met en lumière, au moins dans ses belles oeuvres. Elles créent un monde ordonné, et, dans leur atmosphère transfiguratrice, nous retrouvons le contact avec l'ensemble des choses, quand se réveille en nous le sens de leur parenté, telle que la manifestent les formes et les couleurs. La présence fréquente de l'eau parmi ces paysages, le milieu translucide et frais où baignent les personnages et les objets engagent le spectateur dans une sorte de navigation heureuse, à l'opposé des secousses, ruptures, accélérations et ra-

lents qui marquent le rythme de notre civilisation. La vogue des impressionnistes, c'est littéralement le triomphe d'une impression: celle de voguer doucement sur la rivière des jours, où tremblent mille reflets. Cette partie de canotage a lieu dans un monde transposé, donc imaginaire, mais, comme toutes les belles inventions de l'art, celle-ci est un rappel à l'ordre, un dévoilement de l'harmonie méconnue, un refus de mener à part les jeux de l'abstraction et de la puissance qui nous isolent de la totalité et pervertissent nos rapports avec la nature.

amateur

## L'extraction de l'uranium de l'eau de mer

*Le ministère des finances japonais avait décidé d'accorder 130 millions de yens (environ 1 700 000 F) à l'étude des technologies permettant d'extraire l'uranium de l'eau de mer. Le Japon n'exclut pas la possibilité de construire ultérieurement une unité d'extraction.*

Particulièrement touché par la hausse du prix du pétrole, le Japon veut accélérer la construction de centrales nucléaires. Mais il est assez pauvre en ressources uranifères, qui sont évaluées aujourd'hui à 7 000 tonnes d'oxyde seulement. Or, les besoins seront de 2 300 tonnes en 1975 et de 7 800 tonnes en 1980, soit un total cumulé de près de 100 000 tonnes d'ici à 1980.

Théoriquement, l'océan pourrait être une

source considérable d'uranium, puisqu'on évalue les réserves contenues dans l'eau de mer à 4 milliards de tonnes, contre 860 000 tonnes sur terre. La difficulté est que chaque litre d'eau de mer ne contient que 3 millièmes de gramme d'uranium. Il faut donc un million de tonnes d'eau pour obtenir 3 kilogrammes d'uranium. Encore le rendement des procédés d'extraction est-il faible, ce qui augmente la quantité d'eau à traiter.

On estime que chaque livre d'uranium extraite pourrait coûter entre 50 et 65 dollars (230 à 300 francs), soit 4 à 5 fois plus que l'uranium extrait des mines terrestres. Il faudrait que le prix du pétrole augmente encore beaucoup pour que cet uranium devienne compétitif.

**1944**

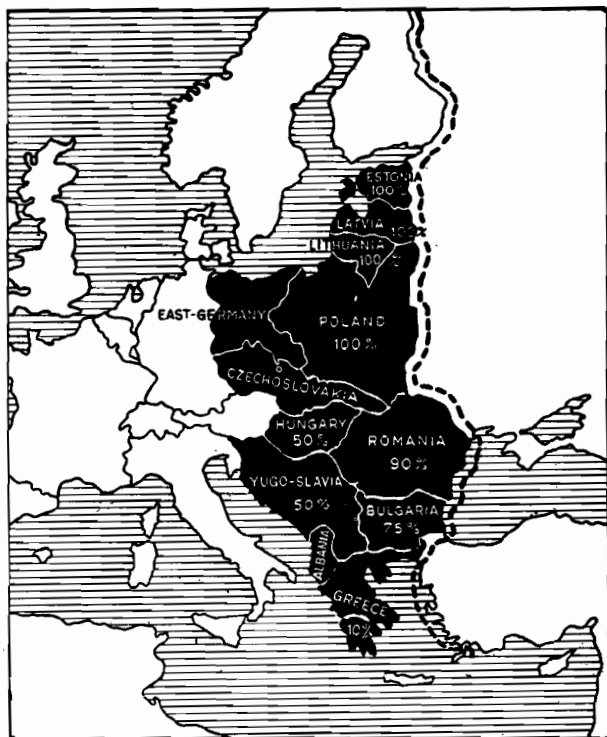
L'EUROPE DE L'EST  
CEDEE PAR CHURCHILL  
A LA RUSSIE (SANCTION-  
NE A YALTA EN FE-  
VRIER 1945).

**1974**

L'ANGLETERRE FETE  
LE CENTIEME ANNI-  
VERSAIRE DE LA NAIS-  
SANCE DE CHURCHILL

**1975**

VIENT DE PARAITRE  
«PROCES A CHURCHILL»  
PAR M. ARDE MAGNI.



---

## UN AVENIR A NOTRE PASSE

Le Conseil de l'Europe a décidé de célébrer en 1975 l'Année Européenne du Patrimoine Architectural.

Le patrimoine architectural de l'Europe est un bien irremplaçable qui, pourtant, est partout menacé; il appartient à tous les peuples d'Europe et, pourtant, rares sont ceux qui s'en rendent compte ou ont conscience qu'ils sont directement responsables de sa conservation. La majeure partie de ce patrimoine est composée d'une infinité de petites habitations qui constituent des rues ou des quartiers entiers de certaines villes. Pour réussir à donner «un avenir à notre passé», ce patrimoine architectural doit continuer à jouer un rôle utile dans la société contem-

poraine.

Eveiller l'intérêt et la fierté des peuples d'Europe pour ce patrimoine et susciter les mesures nécessaires à sa protection sont les principaux objectifs de la campagne pour l'A.E.P.A. dont le message s'adresse donc à toutes les composantes de la société, des gouvernements aux pouvoirs locaux, des organisations intergouvernementales aux simples citoyens.

Les gouvernements membres du Conseil de l'Europe ont donné leur plein appui à cette oeuvre de conservation en décidant qu'après 1975 la conservation architecturale continuerait à figurer en bonne place dans le programme de travail intergouvernemental du Conseil de l'Europe.

# Bulletin européen

Ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P.E. ARGENTIERI, Alexander ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G.W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRANDEN, Pietro CAMPILLI, P. CAPELLE, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, Roberto CESTELLI MONTECHIARI, L.E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W.N. EWER, Enrico FALCK, Hertha FIRNBERG, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, G. GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A.V. GIARDINI, Edmond GISCARD d'ESTAING, Guido GONNELLA, Jonathan GUINNES, W.A.'t HART, Wladimir JONESCO, Stefano JACINI, Jerzy JANKOWSKI, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislaw KOUTNIK, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWING, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Jean MONNET, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Erich MULHMANN, F. NEPVEU-NIVELLE, Pier Fausto PALUMBO, Costas PAPAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Aurel PETRESCU, P. J. PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Alexander von RANDA, Peter RATTAZZI, Olivier REVERDIN, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, R. ROURE, Lucien de SAINTE LOETTE, A.G. SAMOY, Leopold SENGHOR, Carlo SFORZA, A. SIEGFRIED, Tom STACEY, Aldo TESTA, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, Pan V. VANDOROS, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, François VISINE, Raymond WARNIER, Rivington R. WIGNANT.S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

*Bulletin européen*

Fondé par Prof. Dr. J. C. Dragan

Rédacteur responsable: Dante Ferrari

Direction - Rédaction Via Larga 11 MILAN - Tél. 870.487/893.209

## ABONNEMENTS

Italie	Lires	6.000	Etranger	Dollars	10.-
Abon. d'Honneur		50.000	Abon. d'Honneur		100.-

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Reg. Trib. Rome N. 2840 du 15.12.1951 Industria Grafica VIAPPIANI - Milano - Viale Argonne, 28 - Tel. 74 10 74 - 74 07 22 - 73 03 87